**Synergies Roumanie n° 15** - 2020 p. 69-81

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

# Idéologie de la réconciliation et mémoire sans histoire. La dictature franquiste dans l'Espagne d'aujourd'hui

**Lourenzo Fernández Prieto**
HISTAGRA. Département d'Histoire.
Université de Saint-Jacques-de-Compostelle, Galicia, Espagne
lourenzo.fernandez@usc.es
https://orcid.org/0000-0003-3206-2428

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 11-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

**Résumé**

La mémoire de la dictature franquiste en Espagne émerge aujourd'hui de façon inespérée. Non pas sous la forme d'une revendication politique de la dictature mais à la faveur d'une interprétation de la transition qui remet en perspective un passé marqué par un coup d'État, une guerre civile et une dictature et qui a subi la domination de la mémoire du franquisme qui a figé cette page d'histoire. L'après-franquisme n'a pas permis au discours historique de saisir l'opportunité de la transition démocratique, car l'absence d'une réconciliation fondée sur un travail de vérité historique a produit un phénomène de dissimulation sur lequel ont pesé les héritiers du franquisme. Tout cela a débouché sur une mémoire sans histoire. Le temps de l'histoire est arrivé.

**Mots-clés** : transition politique, mémoire historique, Mémoire franquiste, réconciliation, recherche historique

**Ideologia reconcilierii și memoria fără istorie.**
**Dictatura franchistă în Spania de azi**

**Rezumat**

Memoria dictaturii lui Franco în Spania revine în prezent în moduri neașteptate. Nu este vorba despre o revendicare politică a dictaturii, ci despre o interpretare a tranziției care readuce la lumină un trecut marcat de o lovitură de stat, un război civil și o dictatură, și care a fost supus memoriei franchismului ce a marcat această pagină a istoriei. Perioada de după franchism nu i-a permis discursului istoric să profite de oportunitatea tranziției democratice, deoarece absența unei reconcilieri bazate pe efortul de a găsi adevărul istoric a generat un fenomen de disimulare, de care s-au folosit moștenitorii franchismului. Acest lucru a condus la o memorie fără istorie. Aici regăsim sarcina istoricilor.

**Cuvinte-cheie:** tranziție politică, memorie istorică, memoria franchistă, reconciliere, cercetare istorică



**BDD-A31731 © 2020 Gerflint**
**Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)**

# The Ideology of reconciliation and the memory without history. The Franco dictatorship in Spain today memory of the Franco dictatorship in Spain today

**Abstract**

The memory of the Franco dictatorship in Spain is emerging today in unexpected ways. Not in the form of a political demand for dictatorship. It emerges from an interpretation of the Transition which gives meaning to the past of coup d'état, war and dictatorship in favor of the ultimate version of the executioners. A speech that inherits the memory of Francoism never changed or challenged. The absence of a reconciliation that includes the truth derived in simulation and concealment of their immediate heirs. All of this resulted in a memory without history. That is the task of historians.

**Keywords:** political transition, historical memory, Francoist memory, reconciliation, historical research

## Introduction

L'Espagne post-franquiste a été atteinte par une volonté d'oubli du passé qui a accompagné la sortie de la transition politique et qui, sous le nom de *Pacte d'oubli*, a donné lieu à un long débat historiographique et médiatique qui reste ouvert. La perspective politologique a été traité par Paloma Aguilar Fernández (1996), et perspective historienne par Pérez Ledesma (2000 : 34-39), Alberto Reig Tapia (2000) et Francisco Sevillano Calero (2003 :297-319) et la perspective mémorielle par Morgade Valcárcel (2018). Si l'on se penche sur les cinq dernières années, il convient, pour appréhender la question de la mémoire de la dictature franquiste dans l'Espagne actuelle, de traiter deux problèmes : 1) Y a-t-il eu, pendant la transition, réconciliation ou uniquement un simulacre politique de résilience ? Ou en d'autres termes, la dissimulation a-t-elle pris le dessus sur la réconciliation au moment de la transition et, par conséquent, jusqu'à l'époque actuelle ? 2) Pourquoi la réconciliation a-t-elle été associée à l'oubli du passé et à l'absence d'Histoire ? Pour tenter de comprendre pleinement la mémoire de la dictature franquiste aujourd'hui en Espagne, il nous faut examiner les effets d'une mémoire sans Histoire aussi bien de la dictature franquiste que de la transition vers la démocratie.

## 1. Les enjeux politiques et mémoriels du mythe de la réconciliation

Le 20 novembre 2018, 43e anniversaire de la mort de Franco, avec les collègues d'EUROM –Observatorio Europeo de Memorias- nous nous sommes rendus au lieu-dit de la Ponte do Vicedo, un lieu de mémoire de victimes du franquisme situé sur la



BDD-A31731 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)

côte nord galicienne à la limite des provinces de Lugo et de La Corogne. Un grand nombre de personnes y furent assassinées et jetées à la mer dans cette *ría* en 1936. Le modeste monolithe érigé à leur mémoire était orné de fleurs et de souvenirs et nous avons été reçus par des proches de victimes et des riverains regroupés au sein d'une association de mémoire historique baptisée *Nordés Faladora*. Le même jour, nous avons visité à Ferrol la maison natale de Franco, dont la façade n'arborait aucune fleur ni aucun type d'hommage ou de souvenir public. Ces deux expériences ne sont en rien anodines. Le 20 novembre 2019, date-anniversaire de la mort du dictateur et près d'un mois après le transfert de sa dépouille vers une tombe privée, peu de choses ont changé. La presse fait état de la célébration de 16 messes dans tout l'État espagnol, des messes convoquées par la Fundación Francisco Franco et par la famille.

Dans l'État espagnol, depuis la défaite aux élections législatives de 1982 de l'unique député de *Fuerza Nueva*, seul parti héritier déclaré du franquisme, personne ne défendait en public le régime de Franco ni ne le revendiquait politiquement. Plus de trente ans se sont écoulés depuis. Le site du *Valle de los Caídos* est toutefois resté un monument national et un lieu de mémoire, à savoir la tombe du dictateur Francisco Franco et non le camp de concentration dans lequel ont séjourné des milliers de prisonniers républicains entre 1940 et 1959. Il n'y a eu aucune remise en question non plus à l'égard de tous les biens qui ont changé de mains après le triomphe, en 1939, des auteurs du coup d'État, et les statues du Porche de la gloire, qui font actuellement l'objet d'un procès entre la municipalité de Saint-Jacques et les petits-enfants de Franco, l'illustrent parfaitement. Une juge se prononce (le 9 février 2019) en faveur de la famille Franco et contre la municipalité de Saint-Jacques-de-Compostelle dans le procès portant sur la propriété de deux statues provenant du Porche de la gloire de la cathédrale de cette ville (joyau de l'art roman européen), en se fondant sur des motifs historiques dérivés de sa propre mémoire (familiale) et en ne tenant aucunement compte des expertises historiographiques. Ces deux sculptures datant du XII$^{e}$ siècle ont appartenu à la municipalité de Saint-Jacques-de-Compostelle dans les années 1940 et on sait qu'elles sont, anormalement et sans titre de propriété, en possession des petits-enfants de Franco depuis les années 1960. Sont affirmées dans le jugement, entre autres singularités historiques, que la démocratie a commencé en Espagne en 1975 à la mort du dictateur ou encore que le régime de Franco était un système comparable à n'importe quelle démocratie et conforme à « l'époque ». On observe la difficulté à reconnaître ce pillage commis par le dictateur lui-même et sa famille ; la démocratie actuelle est incapable de corriger ou y parvient difficilement. Ni les juges ni les experts en médecine légale en Espagne ne prennent de mesures chaque



BDD-A31731 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)

fois que, dans leur juridiction, l'ouverture d'une fosse met au jour l'un des crânes percés par balles des milliers de personnes assassinées après le coup d'État de 1936. Et nous pourrions poursuivre jusqu'aux jeunes fusillés le 27 septembre 1975.

L'amnésie se conjugue avec l'amnistie. Le gouvernement de la « transition » présidé par Adolfo Suárez accorde une première amnistie le 30 juillet 1976 pour les délits « d'intentionnalité politique ». Il n'y a aucune référence aux crimes du franquisme. Les victimes de la dictature peuvent y voir une victoire. La loi du 15 octobre 1977 renforce la loi de 1976 en étendant l'amnistie aux prisonniers de l'ETA et aux auteurs d'actes terroristes. Il convient de mentionner que cette loi est votée par le Parlement qui suit les premières élections sous un gouvernement de l'UCD (*Unión de Centro Democrático* ou Union du centre démocratique) formé en majorité par les héritiers politiques du franquisme. Un fils du général de Brigade de la région militaire de Galice, assassiné par les auteurs du coup d'État à La Corogne en 1936, réclame et obtient l'application de la loi d'amnistie de 1976. Rogelio Caridad Pita, général de Brigade et deuxième autorité militaire de la VIII$^{e}$ région militaire (dont le siège était La Corogne), a été arrêté et destitué de son commandement en juillet, jugé en octobre et fusillé par les militaires du coup d'État en novembre 1936 avec son supérieur, le général de Division Enrique Salcedo Molinuevo, qui sera remplacé par le colonel Martín Alonso. La Loi d'amnistie qui est appliquée à Caridad Pita, approuvée en juillet 1976 par le gouvernement Suárez, a été la première de la transition et elle comprenait un volet spécifique relatif aux militaires condamnés pour des délits de rébellion, de sédition ou d'autres motifs semblables perpétrés avant le 1$^{er}$ avril 1939. Quelques années plus tard, en 1981, le fils de Caridad Pita présente une autre demande en application de la loi de septembre 1979 qui octroyait aux veuves et aux membres de la famille d'individus décédés pendant la guerre civile le droit de percevoir une pension et de bénéficier d'une assistance médicale et pharmaceutique (Fernández Prieto, Miguez Macho, 2018a). Pour que ce processus de réconciliation se mette en place, il fallait que les enfants des victimes de 1936 demandent pardon aux auteurs des tueries (ou à leurs héritiers) pour que ceux-ci concèdent le pardon aux victimes. Situation très singulière de cette phase de transition mémorielle. En effet, la demande de pardon de la part des descendants des victimes révèle un renversement des valeurs (Fernández Prieto et al., 2012 ; Babiano et al., 2018 ; Aguilar, Payne, 2018).

On voit que les politiques accordent plus d'importance au mythe de la *Réconciliation des deux Espagne de 1936* (Baby, 2018 ; Gallego, 2008) qu'à la recherche de la vérité historique. Pour être efficace et pouvoir triompher, ce mythe de la Réconciliation est obligé d'exclure l'Histoire, entendue comme investigation et connaissance du passé en construction, révision et débat permanents, et guidée



BDD-A31731 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)

par des principes professionnels et d'impartialité. La réconciliation relève d'abord d'un puissant récit politique. Ainsi, le terrible passé fait de coup d'État, d'assassinats, de persécutions, de révolution, de guerre totale et de dictature longue de quarante années se voit annulé par une narration positive et consensuelle qui doit démontrer le succès de la transition vers la démocratie. Même les discours du parti néo-phalangiste s'engagent dans ce processus, célébrant la transition qui aurait permis à « nos grands-pères de se pardonner et de se donner l'accolade pour se réconcilier ».

Les exigences de la démocratisation et de la résilience nationale semblent incompatibles avec la démarche lucide de l'histoire des historiens, mais aussi avec tout simplement l'éthique et la justice. L'idéologie de la réconciliation conduit au nivellement, à l'indistinction, met sur le même niveau coupables et victimes, fascistes et républicains. L'histoire est méprisée et reléguée au rang de « souvenirs » cantonnés à la sphère personnelle ou familiale. C'est l'organisation assumée de l'oubli. Ce qui est beaucoup moins connu, c'est que cette politique a été amorcée en Espagne par l'opposition antifranquiste vingt ans avant la mort de Franco, à l'initiative du PCE (Parti communiste d'Espagne). En témoigne sa déclaration officielle en1956 :

> « En l'état actuel des choses, et à la veille du XX[e] anniversaire du début de la guerre civile, le Parti communiste d'Espagne déclare solennellement être disposé à contribuer sans réserve à la réconciliation nationale des Espagnols, à mettre fin à la division ouverte par la guerre civile et entretenue par le général Franco. En dehors de la réconciliation nationale, il n'y a pas d'autre chemin que celui de la violence ».

Le PCE formule alors cette politique comme proposition d'avenir et alternative à sa politique de lutte armée contre le fascisme enclenchée en 1941 et à laquelle il avait mis fin en 1953, dans un contexte de revirement géostratégique qui touche l'URSS (déstalinisation) et l'Espagne de Franco qui s'apprête à rejoindre l'ONU en 1955 (Wareham, 2008 ; Sánchez González, 2015 ; Juliá, 2017 : 205-250). Dans les années 1960, le régime s'emploie à adapter lentement son discours sur le passé autour de nouveaux thèmes fédérateurs (« guerre entre frères », « lutte fratricide », « folie collective » …).

Le PCE a su tirer parti de l'idéologie de la réconciliation car elle a préparé son entrée dans le système politique. En 1977, il présente le plus grand nombre de candidats associés et identifiés avec la guerre civile. Et cela n'est pas le fait du franquisme sortant et encore moins du PSOE, mais précisément du PCE. Une circonstance qu'expliquent les propres décisions du parti et sa structure interne de pouvoir, mais qui a dû influencer fortement la manière dont le parti a négocié les



BDD-A31731 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)

conditions de sa légalisation, avec en contrepartie l'acceptation de la monarchie et de ses symboles. Une façon de clore symboliquement la guerre sans doute, sans que la réconciliation soit pour autant garantie d'un point de vue social, comme on a pu le voir au fil du temps. Dans tous les cas, le PCE n'a pas eu l'exclusivité des démarches symboliques, qui ont d'ailleurs été nombreuses, comme la photo où le Roi pose avec la veuve de Manuel Azaña (le dernier président de la République) lors de sa visite au Mexique en 1978 et tant d'autres.

Les racines de la politique de réconciliation et d'oubli du passé sont politiques. Pour cela, il faut évoquer le contexte du milieu des années 1970, au moment du gouvernement Suárez (septembre 1976-juin 1977) qui a lancé l'idée d'un référendum (décembre 1976). Des élections législatives sont convoquées pour le 15 juin 1977. Le parti du régime et ses structures syndicales sont dissous avant la tenue de celles-ci. Des « nostalgiques » s'opposent à cette évolution réformiste. La résistance à une issue démocratique comptait des groupes paramilitaires comme les *Guerrilleros de Cristo Rey*, qui jouissaient de protection et étaient liés au régime mourant, mais vivant. Il faut attendre les premières élections pour mesurer leur très faible force électorale (ils n'obtiennent pas un seul député). Curieusement, la droite ultra avait à l'époque moins de force, en termes de représentation parlementaire et de soutien électoral, que le néo-franquisme n'en a aujourd'hui. Le résultat des premières élections est surprenant. Ce 15 juin 1977, on assiste à ce à quoi le franquisme ne s'attendait pas. Les 16 millions de voix favorables à l'issue du référendum de réforme politique tenu six mois plus tôt, que le franquisme sortant considérait comme acquises, sont divisés par deux, mais à l'avantage des antifranquistes. La gauche antifranquiste obtient 7, 9 millions de voix, auxquelles s'ajoute le 1, 1 million de voix du nationalisme basque et catalan et du républicanisme antifranquiste, contre 7, 9 millions de voix pour l'UCD (l'UCD (*Unión de Centro Democrático* ou Union du centre démocratique) et l'AP (Alliance populaire). Ces résultats surprenants obligent l'UCD, parti vainqueur à redéfinir certains de ses projets et à prendre en compte de l'opposition. On invente alors le « consensus ». L'idée d'une Constitution est acceptée. Le principe de l'amnistie est acté. Il convient donc d'admettre que ni le consensus, ni l'accord constitutionnel auquel celui-ci donne lieu, ni l'amnistie ne sont une concession ou une brillante idée de Suárez, mais les conséquences d'un rapport de force électoral. Il s'agit d'une stratégie politique.

## 2. Les effets inhibiteurs durables de l'idéologie de la réconciliation

L'idée de réconciliation forgée comme politique depuis 1956 s'est fait idéologie fondatrice de la démocratie. Cela se traduit, dans la pratique, par un manque



BDD-A31731 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)

d'intérêt vis-à-vis du passé, puis son oubli. Le récit du passé difficile était confiné au domaine cinématographique ou littéraire, tout en restant dominé par l'idée du triomphe de la réconciliation et par un récit politique et journalistique très convenu sur le succès de la transition et de la monarchie (Prego, 1995). L'idéologie de la réconciliation a longtemps constitué le cadre de l'historiographie et du processus de récupération de la mémoire historique. Si des critiques ont pu être formulées à l'égard de la transition en tant que processus, voire de son résultat (régime de 1978), elles ne sont pas parvenues à dépasser les limites fixées par l'idéologie de la réconciliation. Le cadre de la réconciliation n'est toujours pas considéré comme un élément du passé, bien qu'il le soit puisque la réconciliation a été un moment ou une étape, au cours duquel ou de laquelle les dirigeants politiques ont expressément renoncé à leur lutte du passé, en raison du contexte, parce qu'ils se sont rejoints sur une certaine idée du passé. Tout s'est déroulé comme s'il y avait eu un « match nul » – comme allait le démontrer le résultat électoral de 1977 – entre le franquisme et l'antifranquisme. Les acteurs de cette époque ont ainsi pu brandir la réconciliation comme idéal et le consensus comme méthode. Ni vainqueurs ni vaincus, ou tous vainqueurs. Cette idéologie et ses conséquences sur la société et le récit historique sont toujours actives.

L'autre question fondamentale que les historiens doivent se poser est celle-ci : pourquoi le paradigme de la réconciliation a-t-il dominé la société espagnole pendant 40 ans sans susciter de mouvement d'opposition significatif ?

Cela s'explique en partie en raison des conditions difficiles de la transition, sur laquelle des risques ont continué de peser jusqu'en 1982 (étant incluse ici la tentative de coup d'État de 1981), et en raison également de la prégnance d'un récit auto-complaisant privilégiant le consensus comme forme indépassable de résilience. Les historiens espagnols ont eux-mêmes été incapables de dépasser ce cadre qui a inhibé leurs recherches. Le discours historien a été impuissant à échapper aux conditions historiques et politiques de sa production. Il n'a pas su (pas pu) faire reculer le seuil d'acceptabilité de la société à sa propre vérité. Le cas n'est pas exceptionnel. Toutes les sociétés qui ont vécu ce type d'événement traumatisant retrouvent difficilement le chemin de la sérénité et de la vérité. Le dogme de la réconciliation a gelé la libre-interprétation du passé, et ce indépendamment des alternances politiques. Rien n'a changé parce que le *statu quo* narratif concernant le passé instauré avec les gouvernements socialistes a fonctionné. Tout au moins jusqu'en 1996, date de l'arrivée au pouvoir de José María Aznar. L'enquête que nous avons conduite depuis 1987, et qui s'appuie sur le récit de plus de 1 500 personnes interrogées montre une acceptation générale (à l'exception de certaines victimes) de la logique de réconciliation : partis politiques, société



BDD-A31731 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)

civile, institutions et aussi milieu universitaire (y compris les sciences sociales, dont l'histoire). Jusqu'en 2000, il n'y a pas eu d'alternatives réelles à cette logique, qui demeure à ce jour dominante et continue à faire l'objet d'un consensus social et politique.

Les raisons de ce silence s'expliquent en partie par la prééminence du récit des auteurs du coup d'État et des agresseurs qui a continué à dominer pendant le franquisme final et la transition. Ce récit franquiste a réinscrit le coup d'État dans une sémantique politique qui délaissait les notions de « croisade » ou de « guerre de libération » au profit de celle de « guerre civile » **: il** s'agit d'une guerre entre « frères », d'un conflit fratricide, de folie collective. Ce marketing politique a été élaboré par le Service d'études de la guerre civile du ministère de l'Information, chapeauté par Manuel Fraga, à l'occasion de la célébration du 25e anniversaire de la fin de la guerre : « 25 ans de paix ». Son maître d'œuvre était le chef de ce Service d'études, Ricardo de la Cierva, docteur en chimie (1957), puis promu titulaire d'une chaire d'Histoire (1979). Le récit a également été réélaboré du point de vue de la fiction, de la main, ou sous la plume, de Camilo José Cela, prix Nobel. L'idée de « folie collective » est une machine à partager les torts, à mutualiser les fautes et les souffrances. Les deux camps adversaires sont devenus autant l'un que l'autre coupables et responsables d'un désastre collectif du passé, avec la même culpabilité et également la même légitimité. Cela produit une sorte de « déresponsabilisation » réciproque. Phalangistes et républicains, fascistes et démocrates affichaient les mêmes fautes, les mêmes torts et étaient coupables au même titre dans le passé. Si on y ajoute la mauvaise conscience et l'amertume des vaincus républicains en exil, vieillis, scindés et s'affrontant depuis 1939, le coup d'État de 1936 s'est estompé tout autant que le soulèvement dans une guerre du passé que les uns avaient gagnée, que les autres ont perdue.

Pour comprendre les raisons de la durabilité du gel de la mémoire et de la lenteur du processus d'historisation, il faut se poser une question triviale : à qui a bénéficié l'oubli ?

Avec le recul et après quarante ans, il semble plus clair que *ce récit sans histoire* a assuré l'impunité des dirigeants politiques franquistes qui « se levèrent démocrates du jour au lendemain », pour reprendre la boutade courante de l'époque, et celle de l'appareil d'État franquiste, des tortionnaires de la police politique (BPS) et des juges de tribunaux spéciaux comme le TOP. Ce récit politique conjoncturel sur le passé a réussi, mais il a plus bénéficié à ceux qui avaient le plus de pouvoir pendant la dictature et avaient donc le plus à perdre avec le passage à la démocratie. Les nécessités de la continuité institutionnelle et de la cohésion nationale ont eu raison de l'histoire et de la vérité. On observe aujourd'hui une recrudescence des



**BDD-A31731 © 2020 Gerflint**
**Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)**

thèses « négationnistes », ou « révisionnistes », qui a provoqué la mise en garde de certains historiens (Forcadell, et al., 2015). Plutôt que de « révision », il s'agit de la récupération des arguments et des justifications de la propagande franquiste sur le motif de la guerre, qui a donné lieu à une littérature à succès sur la guerre depuis le milieu des années 1990, à une exception près (Payne, 2000). Le succès de cette vision franquiste du passé a grandi en opposition à celle qu'on a appelée « mémoire historique » au tournant de ce siècle. Le fait est que depuis la transition, deux mémoires parallèles et adverses ont continué à être cultivées en privé, tandis que l'État a éludé toute politique jusqu'en 2005 et jusqu'à la loi de Mémoire historique de 2007. Le « Pacte d'oubli » faisait référence à l'oubli des victimes des massacres et des persécutions dans la foulée du coup d'État. Nous devons commencer à appliquer également cette appellation pour faire référence à l'oubli des bourreaux, à présent que nous sommes enfin conscients du fait que l'une des conséquences de cet oubli a été d'accepter la « victoire » du bourreau, comme le craignait Walter Benjamin.

Il convient de reconnaître que le franquisme, comme référence idéologique, a disparu du champ politique. L'irruption, au sein de la droite radicale et anti-européenne et anti-immigrationniste, du parti VOX, a posé la question de sa qualification. La gauche la plus militante et les cadres dirigeants du PSOE (Parti socialiste ouvrier d'Espagne) l'ont qualifié de « fasciste ». Pour ma part, je préfère recourir à la dénomination *néo franquisme* ou à celle de *néo phalangisme*. Certes, le parti ne se revendique pas formellement du franquisme – ce qui révèle combien cette défense explicite de la dictature serait peu populaire. Au lieu de cela, ses membres utilisent la célèbre formule franquiste qui prône la nécessité de « laisser le passé en paix » et de « dépasser les vieilles haines », dans un langage qui renvoie de manière transversale à celui de la majorité des partis de l'époque de la transition vers la démocratie.

### 3. L'avènement tardif du discours historique

Le fait est que la mémoire de ce passé difficile a été gelée, dans l'attente du dégel (Juliá, 1996 ; 2003 : 14-24; 2008; 2017 ; Calvo González-Regueral, 2017). Or le parapluie de la réconciliation commence à se refermer et le discours historique peut enfin s'exprimer librement. Petits-enfants et arrière-petits-enfants portent un nouveau regard aussi bien sur le passé que sur le présent. Le temps de l'histoire est-il enfin arrivé ? C'est par la connaissance historique que la page pourra être tournée, car pour tourner la page du passé, il faut l'avoir lu. Or, le passé n'a pas été lu.

Le mythe de la Réconciliation est ébranlé au début de la décennie 2000. L'initiative revient à des petits-enfants de victimes qui décident de retrouver leurs grands-parents dans la fosse commune de Priaranza del Bierzo (León), en



BDD-A31731 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)

donnant à cette action un important retentissement médiatique. On parle alors de « tournant mémoriel ». Le processus atteint son paroxysme lorsqu'un gouvernement bipartite (PSOE/BNG ou Bloc nationaliste galicien) remplace en 2005 celui de Manuel Fraga (PP) à la tête du gouvernement de la Communauté autonome de Galice (*Xunta de Galicia*). À peine institué, il déclare l'année 2006 « Année de la Mémoire » pour commémorer autrement les 80 ans du coup d'État de 1936. Expositions et projets universitaires se développent[1]. Les recherches d'identification des victimes et les hommages s'intensifient. Enfin, la loi n° 52/2007 du 26 décembre 2007, promulguée par le gouvernement Zapatero, étend les droits des victimes et met en place des mesures en faveur des individus persécutés ou victimes de violence pendant la guerre civile et la dictature. Visant à reconnaître les victimes du coup d'État et de la dictature franquiste, cette loi communément désignée « Loi de mémoire historique » donne un nouvel élan au processus de réappropriation historique. En 2008, à la demande de certaines familles, le juge Baltasar Garçón ouvre une enquête sur les disparitions survenues pendant la guerre d'Espagne et pendant la période franquiste. Mais cette enquête va à l'encontre de la loi d'amnistie. Elle est attaquée par trois organisations d'extrême droite. Des recherches académiques sur les « bourreaux » sont lancées. Mais il manque une véritable politique d'État qui assume ce « tournant mémoriel » et prenne en compte les recommandations successives des Nations Unies sur les victimes et la justice de la transition, des recommandations présentées formellement dans le *Rapport sur la Mémoire, la Réparation, la Justice et la Réconciliation* de 2014. La loi d'amnistie de 1977 est toujours en vigueur.

Depuis quelques années, un intérêt historiographique pour les bourreaux a émergé, sous des formes diverses. L'initiative de ce renouveau doit beaucoup à l'œuvre de l'historien britannique Paul Preston. Son *Spanish Holocaust* nous oblige à nous demander pourquoi il aura fallu attendre plus de quarante ans pour découvrir, décrire et nommer (Preston, 2011) ?

Des publications d'enfants de vainqueurs du franquisme, d'autres directement de petits-enfants d'individus auteurs des massacres et de la répression révèlent cette nouvelle approche qui résulte du passage du temps, cette distance nécessaire pour pouvoir affronter le cœur du monstre (Clavero Salvador, 2013). Les travaux des historiens permettent enfin d'affronter le passé en se libérant des tabous créés par le récit et l'idéologie de la réconciliation. Le paradigme de la réconciliation a finalement périclité. Et cela explique des travaux comme celui exhaustif de Fernando Mikelarena sur les responsables du massacre dans toutes les mairies de Navarre, celui de plusieurs auteurs sur les bourreaux impunis sur un plan judiciaire, le nôtre sur les auteurs du coup d'État et les bourreaux de 1936 (Mikelarena, 2015



BDD-A31731 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)

; Babiano, et al., 2018 ; Fernández Prieto, Miguez Macho, 2018b). Ou encore les premières études d'histoire sociale sur les soldats, pour les différencier enfin du récit des bourreaux (Leira Castiñeira, 2013 ; 2019 ; Matthews, 2013 ; Fernández Prieto, Artiaga Rego, 2018). Le tabou a également été brisé pour explorer la continuité du *Movimiento* (les jeunes réformistes qui composent le gouvernement Suárez en juillet 1976). Une mention spéciale doit être accordée au récent livre de Fernando del Rey Reguillo qui va au-delà des visions naïvement déformées par le récit des bourreaux qu'ont donné d'autres auteurs qui ont traité les massacres dans la zone républicaine au cours de la période de la révolution postérieure au coup d'État de 1936 et pendant la guerre (Ledesma Vera, 2010 ; Rey, 2019).

Bien des choses changent actuellement. Les changements du présent, en lien entre autres avec la crise du système bipartite et l'irruption d'une nouvelle génération qui pose d'autres regards sur les choses et d'autres questions, donnent lieu à de nouveaux débats et ouvrent de nouveaux domaines d'étude pour l'historiographie. C'est le changement qui a permis à notre groupe de recherche d'amorcer une réflexion sur les soldats combattants ou d'entreprendre des livres tels que *Golpistas y verdugos*.

**Conclusion**

La mémoire de la dictature franquiste en Espagne émerge aujourd'hui de façon inespérée. Pas sous la forme d'une nostalgie revendicative, comme celle manifestée à l'occasion du transfert de la dépouille du dictateur de Cuelgamuros vers un cimetière où se sont à peine réunis une dizaine d'exaltés et d'anciens auteurs connus de coup d'État. Pas non plus sous la forme d'une revendication politique de la dictature, puisque pour pouvoir avancer sur l'échiquier électoral, la droite ultra a masqué la sympathie avérée et de longue date de ses dirigeants pour la Phalange et pour Franco. La mémoire du franquisme se libère peu à peu du discours de concorde et réconciliation qui a longtemps dominé la société espagnole, et elle tente de donner un nouveau sens au passé de coup d'État, de guerre et de dictature en faveur de la version ultime des bourreaux. Le discours historique peut enfin s'affranchir de la domination acritique de l'idée de réconciliation telle que nous avons tenté ici de l'expliquer. Aux historiens de montrer qu'une société peut marier résilience et exigence de vérité.



BDD-A31731 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)

**Bibliographie**

Aguilar Fernández, P. 1996. *Memoria y olvido de la Guerra civil española*. Madrid: Alianza Editorial.

Aguilar, P., Payne, L.A. 2018. *El resurgir del pasado en España. Fosas de víctimas y confesiones de verdugos.* Taurus: Madrid.

Babiano, J. et al.2018. *Verdugos impunes. El franquismo y la violación sistémica de los derechos humanos*. Barcelone: Pasado&Presente.

Baby, S. 2018.*El mito de la transición pacífica. Violencia y política en España (1975-1982)*. Madrid: Akal

Cabo Villaverde, M., Veiga Alonso, X.R. 2014. «Una sociedad politizada en un liberalismo más que centenario (1833-1936) ». In: *Otras miradas sobre golpe, guerra y dictadura. Historia para un pasado incómodo*. Madrid: La Catarata.

Calvo González-Regueral, F. 2017. *La guerra civil y los libros que la contaron*. Córdoba, Almuzara.

Carnicero Herreros, C. 2009.*La ciudad donde nunca pasa nada. Vitoria, 3 de marzo de 1976*. Vitoria-Gasteiz: Eusko Jaurlaritzaren.

Clavero Salvador, B. 2013.*El árbol y la raíz. Memoria histórica familiar*. Barcelona: Crítica.

Espinosa Maestre, F. 2006. *Contra el olvido. Historia y memoria de la guerra civil*. Barcelone: Crítica.

Fernández Prieto, L., Artiaga Rego, A. 2018. «Soldados a la fuerza». *Ayer*, n ° 111.

Fernández Prieto, L., Miguez Macho, A. 2018a. «Os verdugos no golpe de estado de 1936.Quen matou a Antonio Azarola». In: *Golpistas e verdugos de 1936. Historia dun pasado incómodo*. Vigo: Galaxia.

Fernández Prieto, L., Miguez Macho, A. 2018b. *Golpistas e verdugos de 1936. Historia de un pasado incómodo*. Vigo: Galaxia.

Fernández Prieto. L. et al. 2012. *Memoria de guerra y cultura de paz en el siglo XX. De España a América, debates para una historiografía*. Gijón: Trea.

Fernández Prieto, L. 2011. «Conservación y olvido de los pasados incómodos en las sociedades contemporáneas». In: *Conflicto, memoria y pasados traumáticos. El Salvador contemporáneo*. Saint-Jacques-de-Compostelle: USC.

Fonseca, C. 2015. *Mañana cuando me maten. Las últimas ejecuciones del franquismo, 27 de septiembre de 1975*. Madrid: La Esfera de los libros.

Forcadell, C. et al. 2015. *El pasado en construcción. Revisionismos históricos en la historiografía contemporánea*. Saragosse: Institución Fernando el Católico.

Gallego, F. 2008. *El mito de la transición. La crisis del franquismo y los orígenes de la democracia (1973-1977)*. Barcelona: Crítica.

Juliá, S. 2017. *Transición. Historia de una política española*. Barcelona, Galaxia Gutemberg.

Juliá, S. 2014. *Nosotros los abajo firmantes. Una historia de España a través de manifiestos y protestas*. Barcelona: Galaxia Gutenberg.

Juliá, S. 2012. *Camarada Javier Pradera*. Barcelona: Galaxia Gutemberg.

Juliá, S. 2008. «Presencia de la guerra y combate por la amnistía en la transición a la democracia» In: *Memoria e identidades. VII Congreso de la Asociación de Historia Contemporánea*. València: PUV.

Juliá, S. 2005. *Historias de las dos Españas*. Madrid: Taurus.

Juliá, S. 2003. «Echar al olvido. Memoria y amnistía en la transición». *Claves de Razón Práctica*, n ° 129, p. 14-24.

Juliá, S. 1996. *Memoria de la transición*. Madrid: Taurus.

Ledesma Vera, J.L. 2010. «Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana». In: *Violencia roja y azul. España, 1936-1950*. Barcelone: Crítica.

Leira Castiñeira, F. 2019. *La socialización de los soldados del ejército sublevado (1936-1945). Su papel en la consolidación del régimen franquista*. Saint-Jacques-de-Compostelle: USC.



**BDD-A31731 © 2020 Gerflint**

**Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)**

Leira Castiñeira, F. 2013. *La consolidación social del franquismo. La influencia de la guerra en los soldados de Franco*. A Coruña: Cátedra Juana de Vega.

Mac Millan, M. 2010. *Juegos peligrosos. Usos y abusos de la Historia*. Barcelone: Ariel.

Matthews, J. 2013.*Soldados a la fuerza. Reclutamiento obligatorio durante la guerra civil*. Madrid: Anaya.

Mikelarena, F. 2015.*Sin piedad. Limpieza política en Navarra, 1936. Responsables, colaboradores y ejecutores*. Pamplona: Pamiela.

Morgade Valcárcel, I. 2018. «Rosa Branca. Accións colectivas da memoria na transición: Vítimas sen verdugos ». In: *Golpistas e verdugos de 1936. Historia dun pasado incómodo*. Vigo: Galaxia.

Nieto, F. 2014. *La aventura comunista de Jorge Semprún*. Barcelona: Tusquets.

Payne, S. 2000. «La Política». In: *Franquismo. El juicio de la Historia*. Madrid: Temas de Hoy.

Pérez Ledesma, M. 2000. «Memoria de la guerra, olvido del franquismo». *Letra Internacional*, n ° 67, p. 34-39.

Pradera, J., Estefanía, J. 2014. *La Transición española y la democracia*. Madrid: FCE.

Prego, V. 1995. *Así se hizo la transición*. Barcelona: Plaza & Janés.

Preston, P. 2011.*The Spanish Holocaust. Hate and Extermination in the Civil War and After*. Barcelone: Debate.

Reig Tapia, A. 2000. *Memoria de la guerra civil. Los mitos de la tribu*. Madrid: Alianza Editorial.

Rey, F. del 2019.*Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*. Barcelone: Galaxia Gutemberg.

Rubio, T. 2011. *El Valle de los Caídos y la represión franquista*. Tarragone: Arola.

Sánchez-Cuenca, I. 2014. *Atado y mal atado. El suicidio institucional del franquismo y el surgimiento de la democracia*. Madrid: Alianza.

Sánchez González, I. 2015. *Diez años de soledad. España, la ONU y la dictadura franquista (1945-1955)*. Séville: Université de Séville.

Saz, I. 2013. *Las caras del franquismo*. Granada: Comares.

Saz, I. 2008. « Las culturas de los nacionalismos franquistas ».*Ayer*, n ***º 71, p. 153-174***.

Saz, I. 2004. *Fascismo y franquismo*. Valencia: PUV.

Saz, I. 2003. *España contra España: Los nacionalismos franquistas*. Madrid: Marcial Pons.

Sevillano Calero, F. 2003. «La construcción de la memoria y el olvido en la España democrática». *Ayer*, n ° 52, pp. 297-319.

Thomàs, J.M. 2017. *José Antonio. Realidad y mito*. Barcelone: Debate.

Trédez López, M. 2018. «El pacto de olvido de la transición. La ley nº 46/1977 de 15 de octubre, de amnistía». In: *Transición, espacios e identidad*. Mérida: UNEX.

Urraca Luque, L. 2019. *Entre hienas*. Madrid: Editorial Funambulista.

Veiga Alonso, X. R. 2017. *Poder e política na Galiza vilega 1790-1833. Provincias de Lugo e Mondoñedo*. Saint-Jacques-de-Compostelle: Bolanda.

Veiga Alonso, X. R. 2006. « Os anos de chumbo 1874-1898 ». In: *República e republicanos en Galicia*. A Coruña: Deputación Provincial.

Wareham, Z. Ch. 2008. *The Cold War and the Spanish Concordat of 1953*. Fredericton: University of New Brunswick.

**Note**

1. www.nomesevoces.gal

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr



**BDD-A31731 © 2020 Gerflint**
**Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 23:02:21 UTC)**